

### Les crédits

certaines Canadiennes et Québécoises, Québécois et Québécoises, on les a crus. Et qu'ont-ils fait rendu au pouvoir? En moins d'un an, le prix de l'essence est monté de 65c., non pas de 18c., contrairement à ce qu'ils avaient promis.

Le déficit qui était de 13 milliards sous leur règne, soit de 1980 à 1985, est monté à 38 milliards. Seize mois sans présenter de budget. Peu importe, M. Trudeau se promenait à travers le monde, l'argent revolait. Apparemment, il fallait s'ingérer dans toutes les juridictions provinciales pour contrer la montée du mouvement souverainiste. On a parlé des dépenses de l'État qui étaient d'environ 76 milliards, on les a remontées à un peu plus de 100 milliards.

C'est ça, le gouvernement libéral. Faut-il se surprendre que nous sentions le besoin, comme opposition officielle, de l'enjoindre de penser aux démunis, de penser à ses engagements électoraux et de penser aux promesses qu'il a faites dans son livre rouge? Il faut le lui faire penser et lui dire publiquement que, nous, on se rappelle.

Je vois les députés du parti au pouvoir baisser la tête. C'est certain. Dans leur comté, ils sont gênés. Ils se présentent dans leur comté toutes les fins de semaines. Ils ont honte, honte de toutes ces coupures.

Regardez, par exemple, le premier budget. Ils avaient tant d'espoir après avoir été élus. Mais non, le premier budget s'attaque aux chômeurs de façon épouvantable, de façon inacceptable. Pourtant, ces mêmes libéraux de l'opposition avaient crié au meurtre sur la réforme Valcourt. Et les coupures effectuées par le ministre des Finances dans le dernier budget sont 5, 10 et 15 fois pires que les coupures qu'avait effectuées le ministre Valcourt sous l'ancien gouvernement. On a complètement oublié qu'on avait critiqué cela.

L'honorable ministre du Développement des ressources humaines criait au meurtre lorsqu'on disait vouloir toucher aux programmes sociaux. Aujourd'hui, il veut se faire l'assassin de ces programmes. Il défend cela la tête haute, en oubliant tout à fait ses propres engagements du temps qu'il était dans l'opposition ou lors de la campagne électorale.

On pourrait également parler du Parti libéral des années 1980, qui est le même, dirigé par les mêmes personnes, les mêmes qui ont renié tous les engagements, qui ont même renié leur peuple, en parlant du premier ministre et du ministre des Affaires extérieures, pour pouvoir accéder à la chefferie du parti ou à un poste important dans le parti. Alors, on disait, en 1980: «Ne faites pas la souveraineté! Nous mettons nos sièges en jeu! La piastre va tomber à 80c. si vous faites ça.» À ce moment-là, le dollar valait 1,03 \$. Tout à coup, après l'élection de nos libéraux, le dollar est tombé à 69c.

C'est ça, le Parti libéral, et ce sont les mêmes personnes qui le dirigent. Peut-on croire qu'ils vont nous présenter un budget équitable? Jamais! Alors, on leur dit publiquement: «Les yeux du public canadien et québécois sont tournés vers vous. Ils vous surveillent. Vos engagements sont encore imprimés dans le livre rouge et vous devrez les respecter. Et on vous enjoint de penser à

des solutions concrètes.» Comme l'a dit le député de Joliette tout à l'heure, on vous a proposé dix solutions pour assainir les finances publiques, pour que le dégraissage s'effectue, pour que les gens qui en ont les moyens paient et pour qu'on trouve ceux qui cachent leur argent dans des paradis fiscaux. On a déclaré tout cela à plusieurs reprises. On verra si vous en tiendrez compte ou si vous continuerez de renier tous vos engagements.

Rappelons-nous le dernier discours du premier ministre à Montréal au sujet du libre-échange. Il nous dit: «Attention, les Québécois, vous n'aurez plus accès au libre-échange.» Pourtant, lorsqu'il a été question de voter sur le libre-échange, l'honorable premier ministre se promenait à la grandeur du Canada pour gueuler contre le libre-échange, pour vomir ses mensonges contre le libre-échange. Aujourd'hui, il nous dit: «Attention, les Québécois, si vous déclarez la souveraineté, vous n'aurez peut-être pas le traité de libre-échange». Il voit maintenant ce traité comme une notion très importante pour la survie du Canada, alors qu'il a renié cela pendant toute la campagne de 1988 qui était justement basée sur le libre-échange. Deux discours: celui de la campagne électorale, celui du pouvoir, une fois au pouvoir. Les mêmes libéraux, historiquement.

• (1720)

En tant que député du Bloc québécois et comme représentant du Québec, je fais penser, lors de cette motion, à mes concitoyens, aux Québécois et aux Québécoises, que se fier à ce gouvernement, se fier à ces hommes politiques, cela a toujours été une déception et qu'il est plus que temps que nous prenions en main tous nos pouvoirs de taxation et d'impôt et d'acheter ensuite les services en commun que l'on veut avec cet État fédéral.

**M. André Caron (Jonquière, BQ):** Madame la Présidente, je félicite mon collègue de Richelieu pour son discours. Il a été donné avec chaleur et il a pu faire profiter la Chambre de son expérience passée. Il a dénoncé la conduite de nos amis d'en face, du Parti libéral, qui, quand il était dans l'opposition avait fait des critiques par rapport aux conservateurs sur la question des coupures dans les programmes sociaux, et souvent sur la fiscalité. Il nous a bien dit que le Parti libéral n'a pas été, après les élections, ce qu'il était avant.

J'aimerais demander à mon collègue de Richelieu si, en puisant dans son expérience de la politique fédérale, il pourrait nous expliquer comment un parti comme le Parti libéral fédéral, qui a été le parti qui a mis sur pied les grands programmes sociaux, un parti aussi qui, dans le passé, peut-être du bout des lèvres a défendu la place des plus démunis dans notre société, comment le Parti libéral fédéral peut-il en être rendu à faire des coupures dans l'assurance-chômage, dans les programmes de transfert pour l'aide sociale aux provinces, des coupures dans le domaine de l'éducation et, en même temps, refuser de prendre en compte le fait que dans notre société il y a des gens qui ne paient pas les impôts qui sont dus à l'État. La question que je pose à mon collègue, est la suivante: De par son expérience, comment nous explique-t-il que le Parti libéral fédéral en est rendu à cette extrémité?